

Sous pression : sinistre farce électorale en Égypte

vendredi 6 avril 2018, par [AHMED Hoda](#) (Date de rédaction antérieure : 4 avril 2018).

Les 26, 27 et 28 mars les ÉgyptienEs étaient appelés à voter pour élire leur futur président. Le lundi 2 avril, les autorités proclamaient la victoire du Maréchal Sissi avec 97,08% des voix dès le premier tour, pour une participation annoncée de 41,5%.

Sommaire

- [Pressions sur les électeurEs](#)
- [Insécurité permanente](#)
- [Un second mandat pire que le](#)

Khaled Ali, avocat des droits humains qui avait eu l'audace de vouloir se présenter, a été menacé d'invalidation à cause d'un soi disant geste obscène avec pour preuve une vidéo trafiquée où sa main comporte 6 doigts. Curieusement, depuis qu'il a renoncé à se présenter on ne parle plus de procès. Ahmed Chafik, ancien Premier ministre de Moubarak, seul opposant crédible, arrêté à sa descente d'avion, n'a été relâché que lorsqu'il a annoncé son désistement. Tous les candidats qui ont suivi ont été soit arrêtés, soit assignés à résidence. Mais à quelques semaines du scrutin un nouveau candidat, Moussa Moustafa Moussa, a fait son apparition. Absolument inconnu du public, il n'a pas eu à se démettre puisqu'il n'a pas hésité à dire que, s'il était battu, « [il] soutiendrait de toutes ses forces la politique de Sissi ».

Dans toutes les villes d'Égypte les portraits et les banderoles appelant à voter Sissi occupaient le moindre espace libre, mais par contre on ne trouvait pas une affiche appelant à voter pour son rival, dont on ne connaîtrait ni le visage ni le nom s'il n'y avait la presse.

Pressions sur les électeurEs

Tout a été fait pour que le taux de participation soit le plus élevé possible. Tous les médias ont fait campagne depuis des mois pour engager les citoyenEs à aller voter. Les autorités religieuses s'en sont mêlées, affirmant pour certaines que ne pas voter c'était l'enfer assuré. Le gouvernement a incité les entreprises privées à accorder des absences payées pour que leurs salariéEs aillent voter. L'autorité en charge des élections a rappelé opportunément que ne pas voter était passible d'une amende de 500 LE, soit 25 euros, ce qui est énorme pour des ÉgyptienEs dont près de 30% vivent sous le seuil de pauvreté. Dans certains gouvernorats, comme celui de Beheira, on promet aux communes ayant un fort taux de participation l'eau potable, l'électricité et l'assainissement. Ailleurs on impose aux fonctionnaires de prouver qu'ils ont voté en mettant l'empreinte de leur doigt encre sur un papier à remettre à leur direction. Malgré tout, contrairement à la propagande officielle, on n'a pas vu de queues dans les bureaux de vote.

Insécurité permanente

Alors que Sissi déclare que son premier mandat a permis de ramener la stabilité et la sécurité au pays, et qu'il est donc vital de lui en accorder un second, les nombreux attentats comme celui de la mosquée Al Rawda au nord du Sinaï, et le dernier en date le 24 mars à Alexandrie, démontrent s'il en était besoin l'impuissance du pouvoir face aux groupes armés malgré un déploiement policier et militaire absolument partout dans le pays. Le Sinaï est toujours sous la menace des terroristes et, plus grave, dans le désert libyque, des gradés de l'armée égyptienne ont fait défection pour rejoindre des groupes islamistes. Pour masquer cette impuissance, Sissi a fait voter une loi interdisant à tous les médias de rendre compte des attentats et de mentionner le nombre de victimes avant les communiqués officiels qui doivent être repris tels quels.

Un second mandat pire que le premier

Dès vendredi 30 mars, la presse annonçait un taux de participation de 40% avec des pointes allant à plus de 50% dans le gouvernorat de Gharbeya. On a remarqué que très peu de jeunes sont allés voter, par contre les femmes ont été relativement nombreuses. Par ailleurs un nombre non négligeable d'électeurEs (on évoque le chiffre de 1 700 000, soit 7% des votantEs) ont voté nul. Soumis à de très fortes pressions pour aller voter c'est le seul moyen qu'ils aient trouvé pour exprimer leur désaccord.

Fragilisé sur le plan économique et social et malgré le score annoncé, Sissi n'a pas d'autre choix que de poursuivre sa politique actuelle. La répression sera toujours aussi féroce contre la moindre voix dissidente, sociale ou politique. Et comme il l'a déjà fait avec l'homosexualité, il se focalisera sur des questions morales comme la pénalisation de l'athéisme pour faire l'unanimité d'une société majoritairement ultra conservatrice.

Hoda Ahmed

P.-S.

* Hebdo L'Anticapitaliste - 424 (05/04/2018). Mercredi 4 avril 2018, mise à jour Mercredi 4 avril 2018, 19:21 :

<https://npa2009.org/actualite/international/sinistre-farce-electorale-en-egypte>